



Des perspectives budgétaires à rejeter

C'est donc hier soir que les lettres plafonds du budget 2007 ont été rendues publiques par le Premier Ministre.

Aggravant notoirement la politique déjà suivie depuis 4 années, Dominique de Villepin a annoncé que la Fonction publique de l'Etat compterait 15.000 emplois budgétaires en moins l'année prochaine.

Pour la CGT, cette décision est absolument inacceptable. Préparée en catinimi dans les cabinets ministériels, elle relève d'une logique libérale et comptable que nous condamnons.

Non, les emplois publics ne doivent pas constituer une variable d'ajustement pour des choix économiques parfaitement contestables. Les effectifs de fonctionnaires doivent être regardés à l'aune du service public que l'on veut rendre à la population toute entière. Et, dans cette perspective qui est la seule qui vaille, la CGT réaffirme qu'il n'y a pas trop d'emplois au budget de l'Etat.

Les choix du Premier Ministre sont néfastes pour tous et vont plonger de nombreux services, encore plus durement touchés que les autres, dans des situations de dysfonctionnement inadmissibles.

Notre organisation –qui refuse de considérer ces orientations comme inéluctables- va tout mettre en œuvre pour les mettre en échec.

Montreuil, le 13 juin 2006